



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/36/22  
5 février 2001

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

---

COMITÉ EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Trente-sixième réunion  
Montréal, 20-22 mars 2002

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA BANQUE MONDIALE POUR 2002**

## COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS DU SECRETARIAT DU FONDS

1. Dans son programme de travail pour 2002, la Banque mondiale demande au Comité exécutif l'approbation de fonds s'élevant à 981 133 \$US pour la préparation de projets et le renforcement des institutions, plus des frais d'appui d'agence s'élevant à 127 547 \$US. Une avance pour la préparation de projet concernant le programme de travail de la banque mondiale pour 2002 a été approuvée à la trente-cinquième réunion du Comité exécutif avec un montant s'élevant à 203 400 (y compris les frais d'appui). Le montant total des fonds transférés à la Banque mondiale sera ajusté par le montant de l'avance.

2. Vous trouverez dans le Tableau 1 ci-dessous les activités proposées par le programme de travail de la Banque mondiale pour 2002 :

**Tableau 1**

### **PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA BANQUE MONDIALE POUR 2001**

Pays	Activité/Projet	Date de l'achèvement (*)	Montant requis (\$ US)	Montant recommandé (\$ US)
<b>SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GÉNÉRALE</b>				
Bésil	Préparation de projet dans le sous-secteur des agents de transformation	Septembre 2003	50 000	50 000
Colombie	Préparation de projet dans le secteur des solvants à base de CTC	Avril 2003	20 000	20 000
Équateur	Préparation de projet d'un plan d'élimination national des CFC	Septembre 2003	80 000	80 000
Mexique	Préparation de projet dans le secteur des climatiseurs automobiles	Avril 2003	25 000	25 000
Pakistan	Assistance pour la mise à jour des programmes de pays	Avril 2003	45 000	45 000
Tunisie	Préparation de projet dans le secteur des mousses	Avril 2003	10 000	10 000
Turquie	Préparation de projet dans le secteur du bromure de méthyle (entreposage des noisettes)	Avril 2003	40 000	40 000
Global	Préparation de projet non-allouée	Avril 2003	180 000	180 000
<b>SECTION B: PROROGATION DU RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS</b>				
Philippines	Prorogation du projet de renforcement des institutions (Phase III)	Mars 2004	181 133	181 133
<b>SECTION C: ACTIVITÉS POUR EXAMEN INDIVIDUEL</b>				
Indonésie	Préparation de deux plans de secteur dans les secteurs des aérosols et des mousses	Septembre 2003	130 000	Question
<b>SECTION D: RECOMMANDATIONS DE REPORTS D'ACTIVITÉS</b>				
Argentine	Préparation de projet pour 3 projets dans le sous-secteur des aérosols d'inhalateurs à doseurs	Avril 2003	30 000	Report
Indonésie	Amélioration du contrôle des importations/exportations des substances contenant des SAO	Septembre 2003	100 000	Report

Pays	Activité/Projet	Date de l'achèvement (*)	Montant requis (\$ US)	Montant recommandé (\$ US)
Venezuela	Préparation de projet dans le sous-secteur des refroidisseurs	Avril 2003	35 000	Report
Yémen	Préparation de projet dans le sous-secteur des refroidisseurs	Avril 2003	35 000	Report
<b>SECTION E: ACTIVITÉS RETIRÉES</b>				
Région: LAC	Exploration des options de financement novatrices pour soutenir les plans de gestion de mise en œuvre des frigorigènes	Avril 2003	20 000	Retrait
Sous-total			981 133	
Frais d'appui aux agences			127 547	
Total			1 108 680	
Moins	Avance pour la préparation de projet accordée à la trente-cinquième réunion		(203 400)	(203 400)
Grand total:	Montant à transférer à l'agence		905 280	

\*La date d'achèvement concerne l'activité de préparation de projet, mais pas la soumission du projet d'investissement. Les dates sont valides jusqu'en avril 2003, soit un an à partir de la date de cette approbation.

3. Le Secrétariat du Fonds a examiné le Programme de travail de la Banque mondiale pour 2002, à la lumière des plans d'activités de la Banque mondiale pour l'année 2002 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/36/13), des Programmes de travail du PNUD pour 2002 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/36/20) et de l'ONUDI (UNEP/OzL.Pro/ExCom/36/21) ; et des Amendements au Programme de travail du PNUE pour 2002 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/36/19).

## **SECTION A : ACTIVITES RECOMMANDEES POUR APPROBATION GLOBALE**

4. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale des projets énumérés dans la Section A du Tableau 1, au niveau de financement indiqué dans la colonne « Montant recommandé ».

## **SECTION B : PROROGATION DU RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS**

### Philippines : Prorogation du projet de prorogation des institutions (181 133 \$US)

5. La Section C du Tableau 1 présente une proposition de prorogation du renforcement des institutions aux Philippines. La description de projet se trouve dans l'Annexe I de ce document.

### Recommandation

6. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation du projet cité ci-dessus avec des frais d'appui connexes au niveau de financement indiqué dans le Tableau 1. Le Comité exécutif pourrait également souhaiter exprimer les opinions suivantes au Gouvernement des Philippines.

7. Le Comité exécutif a examiné les informations présentées dans le projet de renforcement des institutions des Philippines et prend note, avec satisfaction, du fait que la consommation de CFC pour 2002 communiquée au Secrétariat de l'Ozone est inférieure au niveau de référence des

CFC dans le cadre du respect des dispositions. Dans leur soumission, les Philippines ont rendu compte d'un certain nombre d'initiatives, notamment leur ratification de l'Amendement de Copenhague ; la rédaction d'un instrument juridique (Ordre de contrôle sur les produits chimiques) visant à contrôler l'importation et l'utilisation des SAO et de l'équipement faisant appel à une technologie à base de CFC ; le suivi de la mise en œuvre des activités de financement en cours et achevées garantissant l'élimination durable des CFC dans tous les projets financés par le Fonds multilatéral ; et de ses efforts permanents pour encourager la sensibilisation du public sur les questions de l'appauvrissement de la couche d'ozone. Ces activités et les autres sont encourageantes, et le Comité exécutif est satisfait des efforts des Philippines pour éliminer les SAO. Au cours des deux prochaines années, les Philippines ont l'intention de se concentrer sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan national d'élimination des CFC et d'un plan de gestion des frigorigènes connexe, qui représentent les stratégies clés des Philippines pour réaliser une réduction durable de leur consommation nationale totale de SAO. Le Comité exécutif note, avec satisfaction, que la nouvelle structure de gestion de l'Unité de l'Ozone, au sein du ministère de l'Environnement et des ressources naturelles, aura toujours accès aux plus hauts niveaux de décision auprès du Gouvernement et garantira le plein respect des dispositions du Protocole de Montréal.

### **SECTION C : ACTIVITÉS A EXAMINER AU CAS PAR CAS**

8. Dans la Section C du Tableau 1, une activité doit être examinée individuellement. La question est résumée ci-dessous.

#### Indonésie : Préparation de deux plans de secteurs dans les secteurs des aérosols et des mousses (130 000 \$US)

9. Il existe des données incohérentes dans les secteurs des aérosols et des mousses en Indonésie. Conformément à la Décision 30/23, ces préparations de projets doivent être examinées au cas par cas. De plus, dans le cadre du Plan d'activités de l'ONUDI pour 2002, le Secrétariat a indiqué que la Décision 35/2 b) demandait aux agences de résoudre les données incohérentes avant d'inclure leurs projets dans les plans d'activités finals pour 2002 des projets de pays dont les données présentent des incohérences. Le Secrétariat a recommandé à la Banque mondiale de s'assurer que l'Indonésie était consciente des incohérences et qu'elle voulait toujours que les projets soient mis en avant, dans le cadre de sa consommation nationale totale admissible à un financement du Fonds, conformément à la Décision 35/57, parce que l'Indonésie a des niveaux de consommation importants de CFC admissibles à un financement.

10. En ce qui concerne le projet proposé dans le secteur des aérosols, le Secrétariat a informé la Banque que l'Indonésie avait interdit l'utilisation des CFC depuis 1997, et que le dernier projet sur les aérosols approuvé en Indonésie indiquait que tout financement additionnel serait fourni par l'entreprise bénéficiaire, PT Candi, pour la proposition de projet PT Candi, UNEP/OzL.Pro/ExCom/22/36, paragraphe 10. La Banque a reconnu que la proposition de projet mentionnait que « cette reconversion de 30 % des sociétés incitera les autres petites entreprises de remplissage à adopter les agents propulseurs d'aérosol d'hydrocarbure (PAH). Certaines entreprises paieront leurs propres coûts de reconversion tandis que d'autres pourraient exiger l'agrandissement du centre de service, ce que PT Candi s'est engagée à faire sans demander

d'aide financière supplémentaire du Fonds multilatéral ». La Banque a également noté que toute entreprise de remplissage peut utiliser l'installation de PT Candi au lieu de procéder à une reconversion de son installation. De plus, la Banque a indiqué que s'il fallait agrandir cette installation, PT Candi devrait en supporter les frais, sans aide financière du Fonds multilatéral, tandis que PT Candi gardant toujours sa promesse de 1997. Toutefois, en raison de la crise financière qui a eu lieu dans la région, après l'approbation du projet, la Banque a indiqué que les entreprises restantes n'ont pas accès au capital additionnel requis pour la reconversion. Le plan de secteur que la Banque a intégré dans son plan d'activités vise à atteindre les derniers utilisateurs de CFC dans ce secteur et à leur fournir une aide financière de façon à surmonter l'obstacle financier qui les empêcherait de procéder à la reconversion à une technologie à base d'agents propulseurs d'aérosol d'hydrocarbure.

#### Recommandation

11. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner éventuellement la proposition précitée, au niveau de financement indiqué dans le Tableau 1, sur la base que la consommation des projets résultant sera examinée dans le cadre de la Décision 35/57.

#### **SECTION D : RECOMMANDATIONS DE REPORTS D'ACTIVITES**

12. La Section D du Tableau 1 présente 4 propositions avec des recommandations de report d'activités, conformément à un accord entre le Secrétariat du Fonds et la Banque mondiale. A titre d'information pour le Comité exécutif, les observations faites sur les projets requérant un report sont présentées ci-dessous.

##### Argentine : Préparation de 3 projets dans le sous-secteur des aérosols à inhalateur à doseur (30 000 \$US)

13. Le Comité exécutif a décidé à sa trente-cinquième réunion de demander au Secrétariat, en coopération avec les agences d'exécution, de préparer un document qui doit être examiné par le Comité exécutif sur les questions associées au développement de projets du sous-secteur des aérosols à inhalateur à doseur à base de CFC, afin de donner effet à la Décision XIII/9 de la treizième réunion des parties. (Décision 35/4 c)).

14. La Banque mondiale a convenu de reporter cette activité, en attendant que le Comité exécutif adopte les lignes directrices sur les aérosols à inhalateur à doseur.

##### Indonésie : Amélioration du contrôle des importations/exportations des substances contenant des SAO (100 000 \$US).

15. La Banque mondiale a indiqué dans son Programme de travail que la soumission de cette activité occasionnera des enquêtes et des interviews complètes avec les intervenants clés du pays, notamment : les fournisseurs de produits chimiques, les distributeurs, les fonctionnaires des douanes, le ministère de l'Industrie et du commerce et d'autres organismes pertinentes. Toutefois, aucune autre documentation relative au projet n'a été incluse dans le Programme de travail.

16. La Banque mondiale a convenu de reporter cette activité, en attendant de recevoir la soumission du projet.

Venezuela : Préparation de projet dans le sous-secteur des refroidisseurs (35 000 \$US).

17. L'objectif du projet est de maintenir l'élan du programme l'élimination des CFC du Venezuela. Toutefois, l'ONUDI a demandé 95 000 \$US pour préparer un plan national d'élimination des SAO au Venezuela.

18. Le Gouvernement du Venezuela a soumis à la trente-cinquième réunion une stratégie pour de l'entretien des frigorigènes (pour lequel l'ONUDI a précédemment reçu un financement pour la préparation de projet s'élevant à 70 000 \$US). Sur la base des questions soulevées et des observations faites par le Secrétariat, l'ONUDI a convenu d'examiner la stratégie et de la soumettre de nouveau lors d'une réunion ultérieure. (L'ONUDI a recommandé au Secrétariat que la stratégie fasse à présent partie du plan national d'élimination des SAO.

19. La Banque mondiale a convenu de reporter ces activités, en attendant que le Comité exécutif examine le plan national d'élimination des SAO du Venezuela.

Yémen : Préparation de projet dans le sous-secteur des refroidisseurs (35 000 \$US)

20. L'objectif du projet est d'aider les pays à respecter l'obligation du gel du Protocole de Montréal.

21. Le Secrétariat a signalé que le Comité exécutif a approuvé à sa vingt-septième réunion un montant de 30 000 \$US pour le PNUE en vue de la préparation d'un projet de plan de gestion de frigorigènes (PGF), et lors de la trente-troisième réunion, un montant supplémentaire s'élevant à 15 000 \$US pour le PNUD en vue d'une préparation de projet sur les éléments de la récupération et du recyclage. Le projet de plan de gestion de frigorigènes n'a pas encore été soumis au Comité exécutif pour examen.

22. La Banque mondiale a convenu de reporter cette activité, en attendant l'examen du Plan de gestion de frigorigènes du Yémen.

**SECTION E : ACTIVITÉS RETIRÉES**

23. La Section E du Tableau 1 présente à titre d'information pour le Comité exécutif, une activité dans la région des Caraïbes et de l'Amérique latine retirée par la Banque mondiale.

**Annexe I**

**PROPOSITION DE PROJET DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS**

**Philippines: Prorogation du renforcement des institutions**

<b>Résumé du profil du projet et du pays</b>		
Agence d'exécution :		Banque mondiale
Montant approuvé initialement :		
	Mars 1993 (\$ US )	209 000
	Juillet 1999 (\$ US )	139 333
Montant demandé pour la prorogation (\$ US ):		181 133
Date de l'approbation du programme de pays		Juillet 1993
Consommation de SAO présentée dans le programme de pays (1991), (tonnes PAO)		2 536,1
Dernière consommation de SAO (2000) (tonnes PAO)		2 905,1
Montant de référence (1995-1997) (tonnes PAO de CFC)		3 055,9
Montant approuvé (\$ US )		20 974 720
Montant décaissé (en décembre 2000) (\$ US):		17 742 452
SAO à éliminer (tonnes PAO)		1 662,1
SAO éliminées (en décembre 2000) (tonnes PAO)		1609,0

1. Les activités suivantes ont été approuvées et financées par le Comité exécutif :

		\$ US
(a)	Préparation de programme de pays	99 592
(b)	Préparation de projet	1 357 598
(c)	Formation	232 547
(d)	Assistance technique	982 500
(e)	Démonstration	516 500
(f)	Projets portant sur des investissements	17 437 650
	Total:	20 626 387

### Rapport d'étape

2. Les principales réalisations indiquées dans le rapport d'étape comprennent notamment : la ratification de l'Amendement de Copenhague (juin 2001) ; la mise à jour du programme de pays ; la mise en œuvre de l'Ordre de contrôle des produits chimiques pour les CFC et les halons : le renforcement d'un système de gestion de la base de données et des informations sur les importations et la consommation des SAO ; le suivi des activités relatives au plan d'action pour contrôler et surveiller les SAO et l'équipement avec une technologie à base de SAO ; offrir une formation et accréditer les opérateurs et les techniciens en SAO : surveiller les projets portant sur les investissements d'élimination des SAO du Fonds multilatéral approuvés depuis 1995 ; surveiller de façon aléatoire les projets achevés ; terminer le projet de banque de données sur la récupération des halons ; informer le public au moyen de journaux sur les SAO et sur la façon dont on en vient à respecter l'environnement ; maintenir la participation et l'implication dans les conférences et les ateliers relatifs aux SAO. Les principales leçons retenues pendant la période examinée étaient que le Système administratif et financier doit être appliqué ; qu'il faut un meilleur soutien en terme de personnel et de logistique au Bureau de l'ozone des Philippines ; et que les politiques supplémentaires sur les autorisations d'importations et sur les interdictions de contrebande illégale soient appliquées.

3. Le Bureau de la gestion de l'environnement du ministère de l'Environnement et des ressources naturelles est l'organisme réglementaire de la mise en œuvre du Protocole de Montréal. Le Bureau de l'ozone, qui travaille avec le Bureau, est chargé de la coordination et de la surveillance de la mise en œuvre des programmes de pays mis à jour. De plus, un Groupe de travail technique, composé de plusieurs ministères, fournit des orientations politiques et techniques aux activités et aux opérations du Bureau de l'ozone.

### Plan d'action

4. Le plan d'action pour la prochaine période comprend notamment : la ratification de l'Amendement de Montréal et de Beijing ; l'application des politiques visant à améliorer la surveillance et le contrôle des importations des SAO et de l'équipement avec une technologie à base de SAO ; l'application des règlements relatifs à l'élimination des SAO par l'inspection des entrepôts et le contrôle ponctuel de cargaisons ; la rédaction d'un Ordre exécutif visant à promouvoir le Bureau de l'ozone ; la mise à jour d'une base de données sur l'offre et la demande des SAO ; offre de formation au personnel sous la forme de séminaires et de conférences locales et internationales ; préparation de l'ensemble de la Stratégie nationale d'élimination des CFC en finalisant les sous-projets tels que les plan de gestion de frigorigène ; préparation d'une proposition de projet sur la récupération et le recyclage des halons ; renforcement de la coordination et la communication entre les organisations ; évaluer continuellement les projets achevés ou en cours ; élaboration d'un calendrier d'élimination et un plan d'action pour les hydrofluorocarbones (HCFC) et le bromure de méthyle (BM) ; susciter la sensibilisation du public au moyen de divers projets, notamment la publicité à la radio et à la télévision et la création d'un site Internet ; et compte rendu des données aux Secrétariat du Fonds multilatéral et de l'Ozone.

-----

# 2002 WORK PROGRAM

PRESENTED TO THE 36th MEETING  
OF THE EXECUTIVE COMMITTEE

BANK-IMPLEMENTED  
MONTREAL PROTOCOL OPERATIONS

January 2002

## **WORK PROGRAM FOR THE WORLD BANK-IMPLEMENTED MONTREAL PROTOCOL OPERATIONS**

1. This proposed work program for the Bank-Implemented Montreal Protocol Operations is prepared on the basis of the World Bank 2002 Business Plan, as well as the suggestions made by the Executive Committee (ExCom) when it considered the Draft 2002 Business Plan at the 35<sup>th</sup> Meeting.
2. The Draft 2002 Business Plan of the World Bank was submitted for the ExCom's consideration at the 35<sup>th</sup> Meeting. The ExCom decided to take note of the draft business plan of the World Bank and to request the Bank to revise its 2002 Business Plan in accordance with Decision 35/7. This decision is used as a basis for the finalization of the World Bank 2002 Business Plan.
3. To ensure that the 2002 deliverables of the World Bank remain within the agreed share of investment activities (45% of US\$130 million available for investment activities in 2002), a major revision of the core deliverables was made to the original pipeline of investment activities that was presented as part of the Draft 2002 Business Plan in December 2001. This revision is necessary as the total funding requirement for forward commitments of sector plans and National CFC Phaseout Plans is significantly higher than the amount anticipated at the time of the preparation of the Draft 2002 Business Plan.
4. Due to the high level of forward commitments in 2002, eighteen investment activities, that were included as part of core activities in the Draft 2002 Business Plan, are removed from the list of core activities of the final 2002 Business Plan. To accommodate delivery of these eighteen investment activities, the World Bank is seeking guidance from the ExCom as to whether its unutilized resources in the previous year could be reprogrammed to support these activities in 2002.
5. The 2002 Work Program for the Bank includes preparation and delivery of projects in the consumption and production sectors. This Work Program proposes to initiate the preparation of the CTC and TCA production closure projects in China, in addition to the delivery of the 2002 annual work programs for the CFC production closure projects in China and India and the 2003 annual work program for the China Halon sector approach. The project preparation requests to support the development of the CTC and TCA production closure projects will be made when the required technical audits are completed. Similarly, the project preparation request to support development of a CTC production closure plan for India will be submitted when the required technical audit is completed. In 2002, the Bank and the Governments of Argentina and Venezuela plan to submit CFC production closure projects for the consideration of the ExCom. No additional project preparation fund will be requested for the development of a CFC production closure plan for Argentina. Only the project preparation request for the CFC production closure project in Venezuela will be submitted to the ExCom when the required technical audit is completed.

6. In addition, the Bank and the Governments of China and India plan to submit sector plans for phasing out ODS in the process agent sectors within this planning period. Based on the request of the Government of Brazil, the World Bank 2002 Work Program includes a request for project preparation funds to support development of a process agent sector plan for Brazil. The plan will be submitted to the ExCom as part of the World Bank's 2003 deliverables.

7. In 2002, funding requests to support implementation of the approved refrigeration sector plan in Turkey and National CFC Phaseout Plans in Malaysia and Thailand, will be submitted for the ExCom's consideration. An additional National CFC Phaseout Plan for the Philippines is expected to be ready for submission in 2002. The submission of this plan will be done in accordance with Decision 32/13 (c). In addition, the Bank includes in its 2002 Work Program a funding request to support preparation of a National CFC Phaseout Plan in Ecuador. This plan will be submitted to the ExCom in 2003 as part of the World Bank's 2003 deliverables.

8. The 2002 Work Program includes funding requests to support preparation of new investment activities in 12 countries and to support implementation of four existing institutional strengthening projects and two new non-investment activities.

9. The breakdown of project preparation funds to support investment and non-investment activities in each client country is shown in Tables 1 and 2.

10. To carry out investment activities included in the proposed 2002 Work Program, the Bank requires additional project preparation funds of US\$ 717,550, excluding project preparation funds for the CTC and TCA production closure projects for China, the CTC production closure project in India, and the CFC production closure project in Venezuela. The breakdown of project preparation requests to be made at the 36<sup>th</sup> Meeting of the ExCom is shown in Table 1.

11. While the World Bank 2002 Business Plan proposes to include four renewals of existing institutional strengthening projects and two technical assistance projects, this 2002 Work Program includes only funding requests for the renewal of the institutional strengthening project in the Philippines, a technical assistance project in Indonesia, and a UNEP-WB regional technical assistance project to develop an innovative financing approach to support RMP implementation in the Caribbean countries (Table 2). The requests for renewal of the three remaining existing institutional strengthening projects will be made during the course of this planning period through the World Bank Work Program Amendments.

12. Due to the discrepancy in the ODS sectoral consumption data of Pakistan, the Government of Pakistan requested the Bank to undertake country program update in order to have a better overall understanding of the current state of ODS consumption in the country. Therefore, the Bank will not request any project preparation funds to prepare any investment projects for already identified foam and refrigeration enterprises at this time. Instead, the Bank would like to request the ExCom to approve preparation funds

for development of country program update for Pakistan at this meeting. This request is included as part of the World Bank 2002 Work Program.

**Table 1: Project Preparation Requests by Country**

Investment Activities

<b>Country</b>	<b>Funding Request (US\$)</b>	<b>Duration</b>	<b>Description</b>	<b>Justification</b>
Argentina	30,000	March – December 2002	To prepare three investment projects in the MDI aerosol sub-sector.	To assist Argentina to maintain the momentum of its CFC phaseout program.  As of December 2001, about 70% of the funds already approved by the MLF, is expected to be disbursed.
Brazil	50,000	March 2002 – September 2003	To prepare an investment project in the process agent sub-sector.	In 2000, about 830 ODP tons of CTC were consumed in the process agent sub-sectors. Reduction of CTC consumption in this sector is essential to Brazil's ability to meet the Montreal Protocol obligations.
Colombia	20,000	March – December 2002	To prepare one project in the CTC solvent sector.	To eliminate the remaining consumption of CTC in Colombia.
Ecuador	80,000	March 2002 – September 2003	To develop a National CFC Phaseout Plan for submission in 2003. This activity will cover CFC phaseout in the aerosol, foam, solvent, and refrigeration sectors.	Ecuador has been identified as one of the countries that may have difficulty meeting the 50% CFC consumption reduction target. This project is to assist the country to completely phase out the residual use of CFCs.
Indonesia	130,000	March 2002 – September 2003	To prepare three sector plans in the aerosol, foam and commercial refrigeration sectors. The foam sector plan is scheduled to be submitted to the ExCom in 2002 while the remaining two sector plans will be submitted as part of the World Bank's	It is reported that there are about 3,950 ODP tons of residual eligible consumption based on year 2000 freeze level. These three sector plans are expected to cover most of the residual eligible consumption left in the country.

Country	Funding Request (US\$)	Duration	Description	Justification
			2003 deliverables.	
Mexico	25,000	March – December 2002	To prepare one investment project in the MAC sector.	This is the last MAC conversion project in Mexico.
Tunisia	10,000	March – December 2002	To prepare one investment project in the foam sector.	To assist Tunisia to maintain the momentum of its CFC phaseout program. About 70% of the total funding approved by the MLF has already been disbursed.
Turkey	40,000	March – December 2002	To prepare one investment project in the methyl bromide sector (storage of hazelnut).	To assist Turkey to maintain the momentum of its methyl bromide phaseout program.  More than 80% of the total funding approved by the MLF has already been disbursed.
Venezuela	35,000	March – December 2002	To prepare one investment project in the chiller sub-sector.	To assist Venezuela to maintain the momentum of its CFC phaseout program.
Yemen	35,000	March – December 2002	To prepare one investment project in the chiller sub-sector.	To assist Yemen moving towards compliance with the freeze obligation of the Montreal Protocol.
Unallocated project preparation	180,000			
Sub-total	635,000			
Support Cost	82,550			
<b>Total</b>	<b>717,550</b>			
<b>Less</b>	<b>203,400</b>		Project preparation advance approved at the 35 <sup>th</sup> Meeting.	
<b>Total Request</b>	<b>514,150</b>			

Table 2: Non-investment Activities

Country	Request (US\$)	Duration	Description
Pakistan	45,000	April 2002 – March 2004	To identify remaining users of ODSs in the manufacturing sector and to assess Pakistan's ability to comply with all of the Montreal Protocol obligations.
Philippines	181,133	April 2002 – March 2004	Renewal of the Philippine Institutional Strengthening Project. The funding request includes a 30% increase which is in line with Decision 35/57.

Indonesia	100,000	March 2002 – June 2003	To enable the Government of Indonesia to improve and strengthen its import/export control of ODS substances. This activity will entail comprehensive surveys and interviews with key stakeholders in the country including chemical suppliers, distributors, custom officials, Ministry of Industry and Trade, and other relevant agencies.
Regional	20,000	March – December 2002	To explore innovative financing options to support implementation of RMPs in the Caribbean countries. This activity will be jointly implemented with UNEP.
Sub-total	346,133		
Support Cost	44,997		
<b>Total</b>	<b>391,130</b>		